



Communiqué du 04/10/2017

Editorial du Syndicaliste Indépendant

mercredi 4 octobre 2017

Grève le 10 octobre dans la fonction publique Mobilisation interprofessionnelle en novembre

Les ordonnances sur le code du travail adoptées par le conseil des ministres seraient ratifiées par un vote de l'Assemblée nationale autour du 20 novembre.

Contre les ordonnances, le comité fédéral national (CCN) a décidé de prendre l'initiative d'une mobilisation interprofessionnelle avant cette ratification. Cette décision est le prolongement de la revendication, confirmée par le CCN des 28 et 29 septembre, d'abrogation de la loi El-Khomri, destructrice des garanties collectives inscrites dans le code du travail et en particulier la hiérarchie des normes et le principe de faveur. La confédération va donc, dans les prochains jours, s'adresser aux autres confédérations pour leur proposer l'action commune sur ces objectifs et cette initiative. La démocratie syndicale s'est exprimée. Le CCN n'est ni un parlement ni un corps intermédiaire. Les représentants des fédérations et des unions départementales ont porté le mandat des syndicats et des syndiqués de la cgt-FO.

Il s'agit là d'une décision très importante : prendre nos responsabilités contre une régression sociale sans précédent mettant en péril la capacité du syndicalisme confédéré à agir, c'est-à-dire son existence même.

Bloquer la ratification des ordonnances, c'est se donner les moyens de bloquer toute la politique de ce gouvernement -réformes en cours et réformes annoncées- : code du travail, assurance chômage, retraites, formation professionnelle et apprentissage. Le menu est certes copieux mais il n'est pas sûr que ce gouvernement ait la force et la capacité de le mettre en œuvre, en particulier si l'action commune se réalise sur les revendications autour de l'initiative de Force Ouvrière.

Dans tous nos secteurs d'intervention, l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, l'enseignement privé, la culture, la formation professionnelle, à jeunesse et sports, la rentrée est marquée par la menace de ces projets et par la réalité quotidienne des mesures gouvernementales. Les postes et les moyens manquent. Les missions des personnels sont remises en cause. Le service républicain est affaibli, la réforme territoriale s'en prend à toute l'architecture de tous les services publics. Le ministre Blanquer et sa collègue de l'enseignement supérieur et de la recherche, suppriment les emplois aidés, s'en prennent au baccalauréat, prétendent instaurer la sélection à l'entrée des universités et confirment la politique de leurs prédécesseurs transformant l'école et l'université républicaines en écoles et universités des territoires.

A l'AFPA, les nuages s'amoncellent et toutes choses restant égales, la faillite et le dépôt de bilan risquent d'être l'aboutissement des multiples plans stratégiques ou de refondation qui ont démantelé l'AFPA en régionalisant la formation professionnelle. Dans ces conditions, les salariés et leurs organisations ont raison d'exiger des garanties pour leur avenir, ils n'attendent rien d'une nouvelle réforme qui voudrait poursuivre et achever les précédentes.

.../...

Rien n'échappe à cette politique, ni les programmes scolaires, ni les diplômes nationaux, ni les qualifications, ni les statuts des personnels, et pas même le calendrier scolaire !

En réalité, la politique salariale du gouvernement détermine tout le reste. Les ordonnances visent en définitive à diminuer le coût du travail, et dans la fonction publique la valeur du point d'indice est bloquée, la hausse de la CSG ne sera pas compensée, le jour de carence est imposé, et partout le salaire au mérite est substitué à la grille indiciaire. Même les maigres mesures catégorielles que le gouvernement avait dû concéder pour imposer le PPCR (refusé par Force Ouvrière) sont remises en cause ; le blocage de la valeur du point d'indice et l'évaluation imposée aux personnels sont, eux, confirmés !

En toute logique, contre ce saccage et ce mépris des personnels, les fédérations de fonctionnaires appellent à la grève et à la manifestation le 10 octobre prochain. Les syndicats Force Ouvrière vont tout mettre en œuvre pour le succès de la grève et des manifestations en multipliant les assemblées des personnels et réunions d'information.

Nous savons bien et les salariés savent aussi, qu'une journée de grève dans la fonction publique ne suffira pas et que c'est au niveau interprofessionnel, tous ensemble, public-privé, qu'il faut se préparer à bloquer le pays pour bloquer cette politique. En ce sens, la journée du 10 octobre prépare la mobilisation interprofessionnelle dont Force Ouvrière a pris l'initiative pour le mois de novembre. Il en va du maintien ou non de toutes nos garanties collectives, statuts, conventions collectives et code du travail. Il en va aussi de la place du syndicalisme indépendant.

***Hubert Raguin,
Secrétaire général***